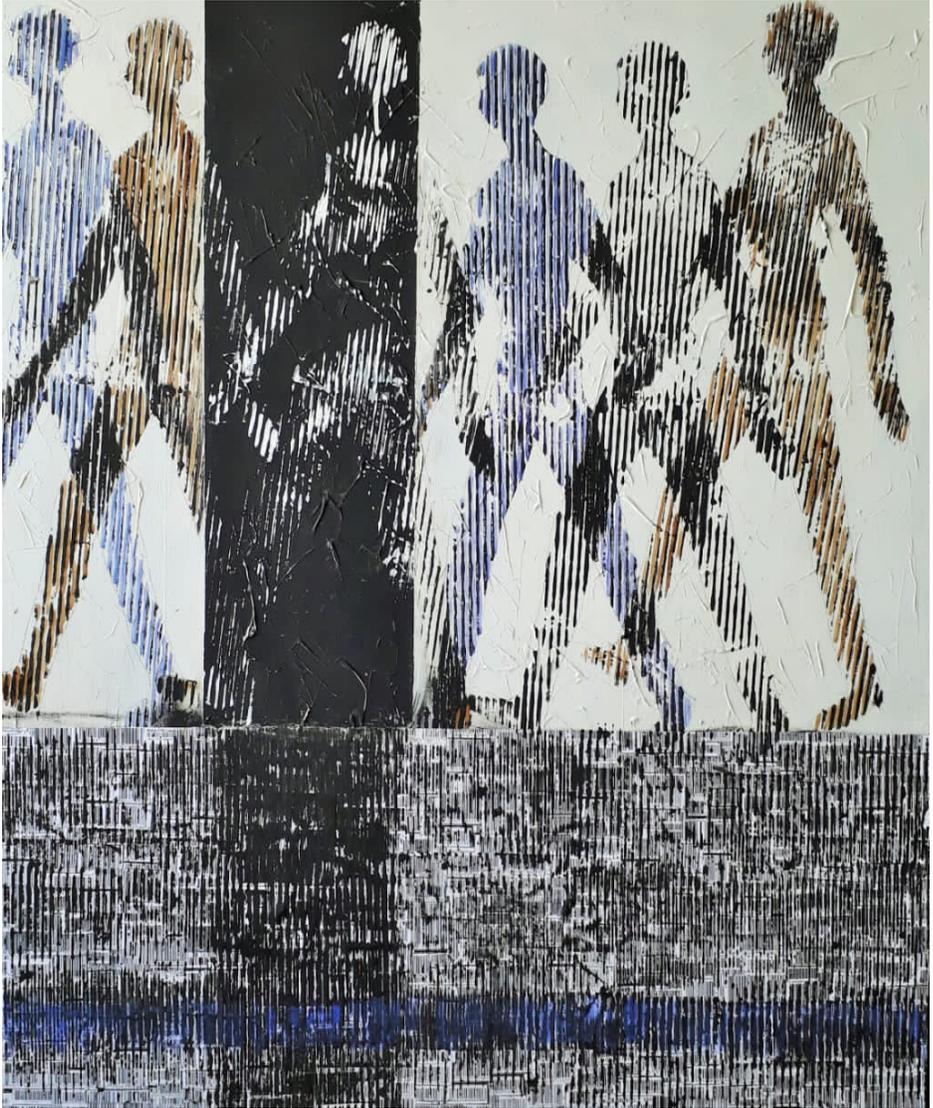


Ethiopiques

REVUE NÉGRO-AFRICAINE DE LITTÉRATURE, DE PHILOSOPHIE,
DE SOCIOLOGIE, D'ANTHROPOLOGIE ET D'ART



JEUNESSES AFRICAINES CONTEMPORAINES

N°110 - 1^{er} Semestre 2023



Rue Alpha Hachamiyou TALL x René NDIAYE
Tél : +221 33 849 14 14 - Télécopie : +221 33 822 19 14
BP : 2035 Dakar
e-mail : senghorf@orange.sn
internet : <http://www.refer.sn/flss>
online : www.refer.sn/ethiopiennes

ÉTHIOPIQUES

Revue semestrielle
ISSN 0850 - 2005

COMITÉ DE RÉDACTION

Directeur de Publication

Amadou LY

Directeur de Rédaction

Cheick SAKHO

Membres

Mamadou BA
Abdoulaye Élimane KANE
Ramatoulaye Diagne MBENGUE
Boubé NAMAÏWA
A. Falilou NDIAYE
Amadou Lamine SALL
Pierre SARR (Lettres)
Malick DIAGNE
Abdou SYLLA
Étienne TEIXEIRA
Ibrahima WANE
Babacar Mbaye DIOP
Alioune DIAW
Andrée Marie Diagne BONANE
Coudy KANE

Membres correspondants

Hélène TISSIÈRES (U.S.A.)
Eileen JULIEN (U.S.A.)
Sana CAMARA (U.S.A.)
Papa Samba DIOP (France)
Françoise UGOCHUKWU (Angleterre)
Pierre K. NDA (Côte d'Ivoire)
Guy O. MIDIOHOUAN (Bénin)
Abdelouahed MABROUR (Maroc)
Ousmane TANDINA (Niger)
Pierre NDEMBY MAMFOUBY (Gabon)
Albert OUEDRAOGO (Burkina Faso)
Mbaye DIOUF (Canada)

Ethiopiennes

Éthiopiennes

Littérature, philosophie, sociologie, anthropologie et art.

JEUNESSES AFRICAINES CONTEMPORAINES

N° 110 1^{er} Semestre 2023

Illustration :

Titre : *La marche*

Dimensions : 100cm/80cm

Technique : estampage à l'acrylique, au café et au bleu de linge sur codes barres collés sur tissu.

Éthiopiennes n° 110.
Littérature, philosophie, sociologie, anthropologie et art.
1er semestre 2023.

Jeunes femmes africaines contemporaines et autres textes

N° 110

1er SEMESTRE 2023

.....

SOMMAIRE

1. Littérature

Kouassi Antoine AFFOUROUMOU – Le symbolisme dans le conte traditionnel africain et jeunesse contemporaine : entre une approche inadaptée et une révolution identitaire et culturelle 7

Cheick SAKHO – Daba Mbaye Seck : une figure du renouvellement des valeurs traditionnelles du griot africain 25

Ahoussi N'goran Eugénie NATACHA et Adama SAMAKÉ – Figure féminine postcoloniale et marginalité sociale dans *Le Ventre de l'Atlantique* de Fatou Diome 33

Daouda COULIBALY – Vocation énonciative et esthétique postmoderne dans *D'Éclairs et de foudres* de Jean-Marie Adiaffi 51

2. Philosophie, sociologie, anthropologie

Hermann Guy Roméo ABE – Transgressions et réappropriation identitaire dans la discographie ivoirienne 63

Maguèye GNING – Jeunesse et engagement politique en Afrique : de l'idéologie à l'ère du numérique 79

Ladislav NZE BÉKALÉ – L'Union Africaine et l'intégration de la jeunesse aux problématiques de paix et sécurité : entre rhétorique et action 91

Karim SARADOUNI – Le chômage des jeunes diplômés en Kabylie/Algérie : ethnographie d'un vécu social..... 109

3. Critique d'art

Marie SELLIER-GUÈYE – La photographie contemporaine africaine : les archives au service d'une nouvelle identité africaine 127

***Éthiopiennes* n° 110.**
Littérature, philosophie, sociologie, anthropologie et art.
1er semestre 2023.

Jeunesses africaines contemporaines et autres textes

LE CHÔMAGE DES JEUNES DIPLOMÉS EN KABYLIE/ALGÉRIE :
ETHNOGRAPHIE D'UN VÉCU SOCIAL

Par Karim SARADOUNI*

Depuis l'indépendance en 1962 jusqu'à nos jours, l'État algérien a déployé des politiques publiques visant l'amélioration des conditions de vie de la population en général et particulièrement la régulation du marché du travail et l'inclusion des jeunes dans la société. Schématiquement, nous pouvons distinguer trois grandes phases correspondant à trois stratégies différentes selon le contexte. La première phase s'étale de 1962 jusqu'aux années 1980. Dans ce contexte, l'intégration ou l'inclusion des jeunes a été assurée par l'État, avec comme objectif la cohésion sociale. Ceci a permis l'émergence de la « jeunesse politique » et non pas une « politique de la jeunesse » (Musette, 2004).

La deuxième phase se situe entre 1980 et 2000. C'est durant cette période que la société algérienne va connaître d'importantes transformations (Talahite, 2010). À partir de 1990, l'État va lancer deux dispositifs d'insertion afin d'assurer un revenu minimum pour les jeunes et atténuer les sentiments d'exclusion et de marginalisation. En l'occurrence, le Dispositif d'Insertion Professionnelle des Jeunes¹ et le Filet social. Afin d'atténuer les effets des Plans d'Ajustements Structurels (1994, 1998)²,

* Université de Tizi-Ouzou, Algérie

¹ Ce dispositif regroupe deux formules d'aide : les emplois salariés d'initiative locale (ESIL) et les coopératives de jeunes.

² Ouverture médiatique et libéralisation économique imposées par les instances économiques internationales (FMI et Banque Mondiale).

plusieurs agences de promotion de l'emploi voient le jour comme la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) en 1994, l'Agence de développement social (ADS) et l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) en 1996.

La troisième et dernière phase s'étale de 2000 à nos jours. Durant cette période (retour à l'État providence), d'autres agences d'insertion seront créées pour assurer l'inclusion des jeunes. À titre d'exemple, nous citons l'Agence nationale pour la gestion du microcrédit (ANGEM) en 2004, l'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM) en 2006, afin de permettre aux jeunes diplômés chômeurs (primo-demandeurs) d'accéder au marché du travail. Parmi les programmes d'insertion gérés par l'ANEM, il y a le Dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle (DAIP), destiné aux jeunes sans qualification, les diplômés du supérieur et de la formation professionnelle. En 2007, il y avait la fameuse rencontre Gouvernement-Walis, qui avait lancé l'élaboration d'une « politique nationale de la jeunesse »³ visant essentiellement l'insertion et l'intégration des jeunes en renforçant le rôle des différents dispositifs afin d'aboutir à une cohésion sociale.

Depuis 2008, des mesures ont été prises pour exiger « le contrat » concernant les emplois d'attente. De ce fait, suite à la révolte de janvier 2011, toutes les agences de promotion de l'emploi vont réviser leurs modalités de création d'activités et d'accès à l'emploi salarié. Selon l'évaluation qualitative des experts, les politiques publiques d'emploi et les Programmes Actifs du marché du Travail n'ont pas encore atteint leurs objectifs (Musette, 2014). En dépit de toutes les actions déployées par l'État pour améliorer la situation socioéconomique des jeunes, force est de constater que le chômage demeure un problème constant en Algérie (Benhabib, 2017). Si le taux national est en baisse depuis les années 2000 avec 17,7% en 2005 et 11,2% en 2015, le taux enregistré chez les jeunes de (16-24 ans) est passé de 32,4% en 2004 à 27,5% en 2012 pour atteindre 29,9% en 2015 (ONS).

³ Voir le texte de la problématique in <http://www.ceneap.com.dz/Pdf/ProblemGeneral.pdf>

Liée essentiellement à l'évolution historique de l'Algérie, la question des jeunes et de la jeunesse est un champ de recherche en construction (Musette, 2004). Au temps de « la société traditionnelle », le passage de l'enfance à la responsabilité familiale se faisait d'une manière précoce (Zerdoumi, 1970). Ainsi, vers les années 1950 -1960, le garçon entrait dans le monde du travail et la vie conjugale généralement à l'âge de 16 ans et la fille se mariait dès la puberté. Par ailleurs et dans le cadre communautaire, l'assignation des rôles et statuts pour les jeunes constituait déjà l'esquisse d'une délimitation d'une catégorie.

En Kabylie, la question de la jeunesse est liée au contexte particulier de cette région. Outre l'aspect historique et identitaire caractérisant cet espace géographique, les dimensions sociale et économique jouent un rôle indéniable quant à la compréhension de cette frange de la société. Ainsi, cet article se propose d'analyser la question du chômage des jeunes en Kabylie. Il s'agit de comprendre la réalité sociale du vécu quotidien d'un groupe de jeunes diplômés à l'épreuve du chômage. Tout d'abord, afin de situer le contexte de cette recherche, je présenterai un aperçu de la Kabylie et sa jeunesse. Puis, je reviendrai sur l'enquête de terrain et la méthode adoptée. Si le chômage génère un temps libre considérable et comporte une multitude de souffrances quotidiennes inhérentes à cette épreuve, l'enjeu principal est bel et bien la gestion du « temps ». Un « temps » souvent décrit comme mort ou vide.

Ainsi, il est question de comprendre où et comment traversent-ils quotidiennement cette épreuve en termes de temporalités ; gestion du temps, pratiques sociales et les représentations qui en découlent. Par ailleurs, je fais l'hypothèse que l'expérience/épreuve du chômage que traversent les jeunes en question est loin d'être un moment de vacuité engendrant une rupture cumulative des liens sociaux (Paugam, 2006), mais un processus dynamique fait d'un écheveau d'activités, de pratiques sociales et de « stratégies » leur permettant de s'intégrer socialement. Par ailleurs, il faut se demander à quel point l'insertion professionnelle donne accès à l'épanouissement et la réalisation de soi,

en un mot devenir « adulte » socialement et acquérir une « citoyenneté » réelle leur conférant reconnaissance et dignité ?

L'analyse s'appuie sur des données empiriques issues d'une enquête de terrain, réalisée dans le cadre d'une thèse de doctorat portant sur l'insertion professionnelle des jeunes diplômés en Kabylie⁴.

1. Terrain et méthode

1.1. La Kabylie et sa jeunesse : éléments de contexte

Principale région berbérophone d'Algérie, la Kabylie regroupe une population répartie sur plusieurs départements (Tizi-Ouzou, Bejaia, Bouira, Boumerdes, Djidjel,...). Au cours de son histoire, la Kabylie a connu de nombreuses transformations socioéconomiques (Lacoste-Dujardin, 2001, Ouatmani *et al.*, 2011). L'organisation sociale traditionnelle de cette région est de type communautaire. Caractérisée essentiellement par un système de fédérations (Abrous, 2004), les kabyles vivent en communautés villageoises patriarcales régies par le droit coutumier (Gahlouz, 2011). Dans un tel contexte, l'honneur et la solidarité représentent les fondements des valeurs partagées et la base du lien social (Mahé, 2001). La gestion des affaires publiques des villages se fait à travers des comités (Salhi, 1999) autrefois appelés « *tajmaat* » ou assemblées villageoises (Abrous, Claudot-Haward, 1995).

Au temps de la société traditionnelle Kabyle, « la jeunesse » n'avait pas d'existence comme étant une catégorie sociale en soi. Comme dans toutes les autres régions de l'Algérie, pendant cette période, le passage de l'enfance à l'âge adulte se faisait d'une manière précoce à travers la mise au travail et le mariage (Zerdoumi, 1970). De par le passé, la présence des jeunes dans les instances villageoises est souvent contestée par les adultes. Après le processus de modernisation datant des années 1970/1980, des

⁴ Thèse de doctorat en anthropologie en phase de finalisation, intitulée : Jeunes, insertion professionnelle et citoyenneté à l'épreuve des transformations de la Kabylie, Université de Tizi-Ouzou/Algérie, École Doctorale en Anthropologie, sous la direction de Dr. Mohamed Saïb Musette.

transformations y sont lisibles au plan sociologique et l'une des plus importantes est

[...] cette capacité à entretenir des dynamiques dans la vie villageoise. Ces dernières tout en captant les instruments de modernisation remobilisent des éléments de la tradition mais dans une situation de crise qui requalifie la communauté villageoise comme refuge et espace d'attente (Salhi, 2005 : 50).

Actuellement, la présence de jeunes de plus en plus scolarisés et diplômés est remarquable dans l'espace local. Confrontés à un contexte d'incertitudes marqué par un chômage endémique (Saradouni, 2012), désormais, ils s'impliquent non seulement dans les différentes organisations de la société civile et politique (Salhi, 2010), mais aussi dans la gestion des affaires de leurs communautés.

1.2. L'enquête de terrain et le terrain d'enquête

L'analyse présentée dans ce texte est issue d'une enquête de terrain, de type ethnographique. Afin d'affiner le matériau ethnographique collecté via les questionnaires et les observations, nous avons réalisé 25 entretiens semi-directifs avec un groupe des jeunes diplômés (hommes et femmes), évoluant dans différentes situations, âgés entre 24 et 36 ans. Ces entretiens ont été réalisés d'une manière personnalisée (Kaufman, 1996), c'est-à-dire adaptés en fonction des profils des jeunes interrogés⁵, comportant cinq séries de questions⁶.

Le terrain d'enquête est une collectivité territoriale rurale, nommée Timizart. En effet, c'est une commune sise à 43 Km au Nord-est du chef-lieu du département de Tizi-Ouzou et à 15 Km du chef-lieu de la Daïra de Ouaguenoun. Elle occupe un territoire qui s'étend sur une

⁵ Ce type d'outil nous permet de poser les mêmes questions aux interlocuteurs, mais d'une façon personnalisée, i.e. en donnant plus de liberté aux jeunes enquêtés sans perdre de vue, ni l'objet d'étude ni la distance chercheur-interviewé.

⁶ La première correspond à des questions sur le parcours scolaire et universitaire, la deuxième vise à reconstruire le processus d'insertion professionnelle, la troisième interroge le rapport au travail à partir de trois situations différentes (travail permanent, travail temporaire, chômage), la quatrième revient sur la vie socioculturelle et politique, la dernière est focalisée sur les projections de l'avenir.

superficie de 65,14 Km². Au dernier RGPH⁷, elle regroupait environs 28996 habitants (ONS, 2008).

Force est de constater le caractère juvénile important au sein de cette collectivité territoriale. Pour illustration, la population âgée moins de 40 ans est égale à 21 388 habitants ; soit 73, 76% de la population totale. Selon la situation matrimoniale, la population résidente des ménages ordinaires et collectifs, âgée de 15 ans et plus, il faut noter que le nombre des célibataires s'élève à 12 613 habitants, (dont 7076 masculins et 5537 féminins) contre seulement 9323 habitants mariés (dont 4 586 masculins et 4 737 féminins) (ONS, 2008). Outre le célibat, le chômage constitue également un autre facteur caractérisant les jeunes avec un taux estimé à 30%⁸. Force est de remarquer que le terrain en question représente un espace où l'organisation sociale traditionnelle régie par les Qanouns et le processus de modernisation des instances villageoises coexistent mutuellement. Ce qui m'a permis d'appréhender les transformations et la dynamique sociale caractérisant la communauté cohabitant cette région de Kabylie.

2. Le vécu quotidien du chômage : un processus spatio-temporel

Le suivi ethnographique d'un groupe de jeunes diplômés chômeurs appartenant à la commune de Timizart⁹, a permis de reconstruire la réalité sociale de leurs vécus quotidiens et leurs pratiques sociales. Afin d'y parvenir, je me suis appuyé sur la notion de l'espace social (Bourdieu, 1984, Musette, 1991). Il s'agit en fait de trois espaces sociaux (l'espace familial, extrafamilial et celui de la recherche d'emploi) imbriqués l'un dans l'autre, représentant les espaces sociaux de fréquentations quotidiennes des jeunes interrogés. En ce qui concerne la gestion du temps, elle se fait en fonction des caractéristiques objectives et subjectives des jeunes interrogés.

⁷ En attendant la publication des résultats du dernier RGPH de 2022.

⁸ Données statistiques de l'APC de Timizart, juin, 2022.

⁹ Parmi les jeunes enquêtés, figurent certains d'entre eux, celles et ceux que j'ai interrogés lors d'une recherche précédente (Saradouni, 2012). De ce fait, j'ai jugé utile de les réinterroger afin de suivre l'évolution de leurs trajectoires (familiales, sociales et professionnelles).

2.1. La gestion du temps au sein de l'institution familiale : entre monotonie, dépendance et solidarité

Rappelons tout d'abord que l'institution familiale représente le premier espace producteur du lien social et de socialisation dite primaire. Au regard des transformations socioculturelles mais surtout économiques, la famille est affectée aussi bien dans sa structure que dans son fonctionnement (Addi, 1999, Arezki, 2004). Étant donné les contraintes socioéconomiques caractérisant la famille rurale, les jeunes enquêtés intériorisent une multitude de représentations à l'égard de cette institution. Les jeunes hommes la considèrent comme étant un espace clos et féminin par excellence. Les contraintes inhérentes à cet espace sont vécues et subies beaucoup plus par les jeunes femmes que par leurs homologues. En revanche, ces derniers subissent moins de pression, étant donné qu'ils investissent leur temps libre à l'extérieur, fuyant de ce fait ces contraintes et ne regagnant souvent leur domicile familial que pour manger et dormir. En somme, l'institution familiale représente un lieu refuge pour les jeunes filles notamment, où la solidarité intrafamiliale joue un rôle primordial. Par conséquent, des situations de dépendances financières qui en découlent souvent.

En termes de gestion de temps et comparativement aux jeunes hommes, il faut noter que les jeunes femmes passent le plus clair de leur temps libre au sein de l'institution familiale. À ce propos, une jeune femme interrogée s'exprime :

... je me lève à 9 heures du matin, je prends le petit déjeuner, je fais le ménage, je regarde la télévision, je fais la couture, je fais la prière... parfois je lis les journaux, les livres,... le soir, je prépare le dîner, je regarde la télévision, vers 22 heures je dors,.... je fais ça pratiquement chaque jour.

En ce qui concerne les jeunes chômeurs interrogés, ils font également des activités et des pratiques socioculturelles, mais d'une façon moins visible par rapport à la gente féminine. Comme l'exprime ce jeune chômeur :

... je me lève à 10 heures ou à 11 heures du matin, je prends mon petit déjeuner, je sors vers le café du village pour prendre un café, soit seul ou avec mes amis, j'y reste un peu, puis ça dépend, des fois je regarde la télé (un match ou une émission

importante),... parfois on joue aux cartes ou aux dominos, des fois j'assiste seulement aux parties de dominos,... après un moment je reviens à la maison pour manger, généralement à 15 heures, ensuite, ça dépend, des fois je regarde la télé (pas souvent à la maison), des fois j'écoute de la musique, sinon je sors pour se balader un peu avec mes amis dans les champs qui se situent au-dessus du village,... le soir, après avoir mangé, je remonte à la cafétéria, soit je regarde un film ou un match (selon le programme) soit je joue au domino avec mes amis, vers minuit je retourne à la maison pour dormir, je passe mes journées comme ça¹⁰.

Cependant, il faut remarquer le respect et la solidarité intrafamiliale¹¹ qui caractérisent les relations de ces jeunes et leur entourage familial. Comme l'exprime l'un des jeunes enquêtés : « j'ai économisé une somme d'argent au moment de mes bricoles, c'est pour aider ma famille si elle en a besoin, c'est aussi pour l'utiliser en cas de besoin.... ». Il s'agit d'un sentiment de redevabilité vis-à-vis de l'institution familiale. D'où les sentiments de frustrations qu'ils ressentent quotidiennement et le désir d'autonomie et d'épanouissement personnel. Par conséquent, ceci les incite à remettre en question leur statut. En termes de pratiques sociales, ils investissent leur temps libre d'une façon inégale, en déployant quotidiennement une multitude de pratiques et d'activités socioculturelles. Et ce, étant donné qu'ils appartiennent à une catégorie sociale qui détient un capital culturel au sens de Bourdieu. Comparativement à leurs homologues, les jeunes femmes interrogées passent beaucoup de temps au sein de l'institution familiale, compte tenu de la prédominance des tâches féminines au sein de cet espace. Outre les tâches ménagères qu'elles y accomplissent quotidiennement, elles y passent également leur temps libre dans une pluralité d'activités et de pratiques socioculturelles. Cela est dû essentiellement aux normes et aux logiques caractérisant l'espace social en question. En somme, la famille représente un amortisseur à la crise que traversent ces jeunes. Cependant, les situations de dépendance et d'assistanat qui en découlent, les poussent

¹⁰ Force est de constater que les jeunes femmes interrogées passent plus de temps au sein de l'espace familial, étant donné qu'à l'extérieur elles y rencontrent beaucoup de contraintes.

¹¹ Nous pouvons expliquer ce type de solidarité par la fameuse théorie du don (Mauss, 1993). En effet, les jeunes en question considèrent le soutien financier de la famille comme une dette qu'il faut impérativement rembourser (contre-don).

à investir leur temps dans d'autres espaces sociaux jugés plus ouverts et moins contraignants en y déployant des pratiques de sociabilité.

2.2. La gestion du temps dans l'espace extrafamilial : les amis (es) comme famille de substitution

La mobilité de cette frange de la société, facilitée par les moyens de transports et l'utilisation des nouvelles technologies notamment le smartphone, lui permet d'avoir un pied dans le village et un autre en ville. Cet espace social représenté par l'extérieur des villages et le chef-lieu de la commune, constitue un lieu d'action et de signes dans lequel s'inscrit l'expérience individuelle de la vie sociale (Goffman, 1973). De ce fait, il forme un lieu où s'inscrivent des processus de socialisation, et des pratiques de sociabilité juvénile et amicale. Étant donné les normes et les contraintes qu'ils subissent, les jeunes chômeurs le considèrent à la fois comme ouvert et contraignant (les normes de la société de consommation) mais parfois dangereux notamment pour les jeunes femmes¹². De plus, l'un des aspects les plus marquants au sein de cet espace est la solidarité amicale caractérisant les relations de sociabilité des jeunes enquêtés avec leurs groupes de pairs.

Ainsi, les propos de cette jeune interrogée en sont la preuve : « ... parfois j'emprunte de l'argent (quand c'est urgent) chez mes amies pour subvenir à mes besoins ». Force est de constater que le lien amical ou l'amitié constitue dans ce cas de figure un lien social nécessaire pour l'intégration des jeunes en général et les chômeurs en particulier dans des réseaux relationnels plus ou moins complexes. Ces relations ont pour objectif, d'une part, de les mettre au courant de l'actualité aussi bien locale, nationale qu'internationale. D'autre part, elles leur permettent d'intégrer les groupes de pairs via des pratiques ludiques et de consommations polymorphes.

¹² En termes de violence, nos observations dans l'espace urbain, nous permettent de constater beaucoup de cas d'agression verbale et parfois physique à l'égard des jeunes femmes, notamment lorsqu'elles ne sont accompagnées d'un membre de leurs familles.

2.3. Investissement du temps à travers l'appropriation des espaces, les discussions et les pratiques sociales

Afin de casser la routine et d'investir leur temps libre, les jeunes interrogés occupent et s'approprient à longueur de journée des micro-espaces aussi bien au niveau des villages que dans l'espace urbain (voisinages, quartiers, fontaines, cafétérias, maisons de jeunes, sièges d'associations et partis politiques, salles de jeux, stades.). Et ce, en dépit de la quasi-absence des infrastructures de loisirs au niveau de la commune et la mauvaise réputation de certains espaces (comme les bars). À cet effet, l'un des jeunes interrogés, s'exprime ainsi : « ... il n'y a pas de moyens pour combler son temps libre, au village il n'y a rien ni stade, ni maison de jeunes,...c'est pour cela je préfère sortir du village vers la ville, où je faisais pas mal de choses,...». Un autre jeune ajoute :

je sors souvent du village, pour aller en ville soit à FREHA soit au chef-lieu de Timizart, sinon la plupart du temps vers la ville de Tizi-Ouzou,... pour changer de l'air, voir mes amis, chercher du travail, faire les achats quotidiens, ou encore pour tirer les différents documents administratifs dont aurait besoin ma famille,...

Force est de constater que l'objectif est bel et bien de contourner les tensions de la vie quotidienne, mais surtout pour construire leurs projets d'avenir. En outre, la quasi-totalité de ces espaces sont réservés au genre masculin, de ce fait il faut remarquer la prédominance des pratiques masculines sur les pratiques féminines. Or, vu les rapports conflictuels qu'ils entretiennent à l'égard des instances villageoises, ils inscrivent leur temps libre à l'extérieur des villages, notamment au sein des associations, loin de toutes formes de contrôle social¹³.

En revanche, pour les jeunes interrogés l'avenir est « ailleurs » étant donné que le pays leur renvoie une image d'un horizon fermé (Nachi, 2007). Pour illustration, l'une des jeunes enquêtées, s'exprime ainsi :

... comment veux-tu que je reste dans ce pays ! Pour sortir de chez moi, il faut trouver un motif valable, sinon j'y suis comme prisonnière, il n'y a pas le

¹³ Compte tenu du degré d'interconnaissance qui caractérise cet espace, les jeunes en question font en sorte que les gens du village aient sur eux un regard positif. Il s'agit ici d'un contrôle social qui s'exerce entre les villageois, compte tenu du haut niveau d'interconnaissance.

minimum de liberté, si ce n'est pas ton père, c'est ton frère qui te surveille,... si tu trouveras un poste de, il faut avoir l'accord de ton père,... c'est trop compliqué...

2.4. L'avenir est ailleurs ?

Les jeunes en question se représentent l'ailleurs comme un mythe (eldorado), sinon une alternative à la situation de chômage endémique. Cette situation traduit la précarité que traversent ces jeunes. D'où les projets de départ qu'ils entreprennent avant même l'obtention d'un diplôme. « Partir ailleurs », reste le leitmotiv de bon nombre de jeunes enquêtés. À cet effet, un jeune chômeur s'exprime :

... trouver un poste de travail permanent, construire une maison, puis contracter un mariage, je pense que c'est le minimum pour un jeune de 30 ans comme moi,... dans ce pays, la réalité dit le contraire, il est difficile voire impossible de réaliser un projet même le plus élémentaire,... c'est la raison pour laquelle j'ai envie de partir à l'étranger,...

Une autre jeune chômeuse ajoute :

... oui, je souhaite vraiment partir à l'étranger... l'idée remonte à l'époque où j'étais au lycée, depuis que je suis diplômée en Droit, le désir de partir est très présent en moi... pour y aller, je me prépare pour faire les démarches en vue d'obtenir un visa d'études...

Afin d'y parvenir, certains déploient une multitude de stratégies par voie légale. Pour certains qui n'ont pas réussi via les stratégies précédemment citées, ils manifestent de ce fait, un désir ardent de quitter le pays par voie illégale. Les propos de ce jeune en sont la preuve :

... j'ai déposé deux fois une demande de visa, cependant ça n'a pas marché, cette année je vais renouveler mes démarches on espérant bien que le résultat sera positif, si le résultat sera négatif je vais changer de stratégie... je vais me marier avec une fille ayant double nationalité (s'il y a une occasion),... sinon je partirai via la mer (Harraga),... j'en ai assez,...

3. Le temps de la recherche d'emploi : une quête de citoyenneté

Compte tenu des contraintes socioéconomiques, les jeunes enquêtés investissent leur temps dans une pluralité d'activités en vue de subvenir à leurs besoins.

Tout d'abord, il faut signaler que les transformations socioéconomiques qui affectent le marché du travail conduisant à

l'effritement de la société salariale (Castel, 1995) ont un impact sur les représentations des jeunes en question, notamment à l'égard du « travail ». En effet, ils le considèrent comme un moyen de réaliser leurs projets d'avenir (dimension instrumentale), sans pour autant le dénuer de sa valeur intrinsèque. Ainsi, il s'agit d'« un moyen d'être plus autonome et plus indépendant vis-à-vis des autres, un moyen de gagner sa vie et de réaliser ses projets avenir ». Pour un autre jeune enquêté « ... c'est le moyen par lequel je pourrai réaliser mes projets d'avenir, avoir un emploi permanent et un salaire régulier, c'est l'idéal pour un chômeur... ». Par ailleurs, en l'absence d'un travail salarié (dans le secteur privé et/ou étatique), le travail permanent ou le travail tout court, représente une norme, voire une source de citoyenneté (Ellefsen et Hamel, 2000) à laquelle il faut impérativement se conformer. Selon l'un des jeunes interrogés, le travail représente « un moyen d'être plus autonome et plus indépendant vis-à-vis des autres, un moyen de gagner sa vie et de réaliser ses projets d'avenir... je travaille donc j'existe... ».

Un autre rajoute : « j'ai deux diplômes et j'accepterai de travailler dans n'importe quel secteur... ». De ce point de vue, la notion du travail recouvre sa centralité et considérée comme « la confiance des êtres humains dans la continuité de leur propre identité et dans la constance des environnements d'actions sociaux et matériels » (Giddens, 1987, p. 98). Par ailleurs, ils intériorisent également « le piston » et « la corruption » comme moyens d'accès à l'emploi. Comme revanche sociale de leur situation, ils considèrent l'État et ses institutions (censées prendre en charge leur insertion professionnelle) comme responsables de leur malaise social. D'où les formes de violences symboliques (dénonciations) et parfois physiques (émeutes et contestations) qu'ils manifestent souvent à l'égard de ces institutions. Ceci fait partie des raisons pour lesquelles ils se désintéressent de la sphère politique (partis, élections, etc.).

3.1. Les méthodes de recherche d'emploi : la débrouille comme stratégie par défaut

En termes de relations, d'activités et de pratiques sociales, les jeunes en question font recours aussi bien à leur réseau relationnel

amical que familial. Afin d'améliorer leurs chances d'intégrer le marché du travail, ils s'investissent dans une pluralité de formations et de stages. Afin de subvenir à leurs besoins élémentaires, les jeunes en question font appel au secteur informel (en déployant une multitude d'activités de débrouille). Dans un contexte où le travail salarié permanent se raréfie de plus en plus, les jeunes en question s'orientent vers le secteur informel. En dépit des politiques d'insertion élaborées par l'État, ces derniers les contournent souvent, en optant pour des méthodes basées sur les liens personnels. Un jeune enquêté raconte son expérience :

... je compte sur moi-même avant tout pour trouver un emploi, je me suis inscrit à l'ANEM de Tizi-Ouzou, j'ai eu ma carte bleue (carte de demandeur d'emploi), on sait jamais qu'ils me trouvent un débouché, pour l'instant il n'y a rien,... je me débrouille tout seul, des fois je compte aussi sur mes amis pour trouver un emploi, surtout dans les chantiers de construction,...

Bien que la quasi-totalité des offres d'emploi passent par l'ANEM au niveau du département de Tizi-Ouzou, les jeunes enquêtés ont tendance à ne pas solliciter cette institution. Compte tenu de la qualité des emplois que propose cette agence (salaire ne dépassant pas le SNMG, CDD, conditions de travail pénibles, exploitation...), ces jeunes font appel à leurs réseaux interpersonnels durant leur quête d'emploi, notamment dans le secteur informel. Même constat concernant les agences qui offrent des crédits bancaires dans le cadre de la création des PME, cas de l'Agence nationale de Soutien à l'Emploi de Jeunes (ANSEJ), la Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC) et l'Agence Nationale de Gestion du Microcrédit (NAGEM). Certains jeunes enquêtés, après avoir déposé un dossier en vue de s'engager dans l'entrepreneuriat ont renoncé pour plusieurs raisons ; lenteur des délais, la somme de l'apport personnel et la situation du marché. Un jeune interrogé s'exprime :

... le pré emploi ne m'intéresse pas, je sais qu'il y a un bureau de main d'œuvre (ANEM) au niveau de Tizi-Ouzou, pour faire une carte de demandeur d'emploi, mais c'est une perte de temps... je n'ai jamais essayé d'obtenir un crédit à l'ANSEJ, parce que je n'ai pas les moyens de rembourser un tel crédit, et pour obtenir ce crédit il te faut vraiment du piston pour faire aboutir ton dossier... c'est la politique de notre pays...

Dès lors, les emplois proposés avec petits salaires et la lenteur des démarches concernant la création des PME (bureaucratie) sont mises en exergue. Ainsi, « la débrouille » semble être une stratégie par défaut. En effet, les activités de subsistance et informelles représentent des emplois d'attente symbolisant un « refuge » pour une jeunesse en « quête » d'autonomie et de travail décent. Les jeunes femmes interrogées se débrouillent généralement dans le secteur privé. Et ce, dans les activités les plus accessibles. Certaines d'entre elles, après avoir rencontré des obstacles, optent pour des activités domestiques marchandes, en pratiquant la couture, la confection de différents objets qu'elles proposent aux boutiques. Les jeunes hommes quant à eux, s'orientent vers les chantiers de Bâtiments et Travaux Publics, les cafétérias, les restaurants, etc. En dépit de la précarité caractérisant ces activités et l'inadéquation avec leurs formations initiales¹⁴, elles font office d'intégration sociale. Face à la précarité, certains jeunes développent des « stratégies d'attente », en retournant aux études. Dans ce cas de figure, le réseau amical joue un rôle indéniable. Si l'objectif est de retarder l'insertion professionnelle (faute de trouver un emploi), l'amélioration du capital culturel (CV) devient un véritable enjeu. Pour les jeunes femmes, cette stratégie représente une double libération du contrôle familial et de la domination masculine. Dans certains cas, cette perspective débouche sur une autre stratégie dite de « reconversion » à un autre métier, en faisant fi de la formation initiale.

À défaut de se réaliser dans l'espace local, la majorité des jeunes concernés ont exprimé leur intention de partir ailleurs. Un « ailleurs » qu'ils jugent comme étant un eldorado, où ils pourront réaliser leurs projets et vivre dans la dignité comme des citoyennes et citoyens à part entière. En l'absence d'un travail décent, ou d'un travail tout court, les jeunes enquêtés éprouvent des sentiments de non reconnaissance (Ben Amor, 2008), de mépris, d'exclusion et se

¹⁴ Les jeunes en question sont tous titulaires de diplômes universitaires (toutes spécialités confondues). Une fois confrontés au chômage, ils se sont inscrits dans d'autres formations afin d'améliorer leurs chances de trouver un emploi sur le marché du travail.

considèrent comme des sous-citoyens (déficit de citoyenneté). L'ambivalence caractérisant les jeunes en question ressort non seulement à travers leurs discours, mais aussi leurs pratiques. Les propos de ce jeune chômeurs en sont édifiants : « Premièrement, trouver un poste permanent, avoir un salaire régulier... économiser de l'argent pour fonder un foyer... assurer mon avenir, pour l'instant c'est flou pour moi... ».

Conclusion

En dépit des contraintes multidimensionnelles, il faut bien que jeunesse se fasse. Dans un contexte où précarité rime avec quotidienneté, le manque de perspective d'avenir en milieu rural (chômage endémique) signifie souvent l'effacement de la citoyenneté (Mebtoul, 2018). Au regard du contexte évoqué, force est de constater l'ambivalence caractérisant les jeunes interrogés. En effet, engagés dans une quête d'insertion et de reconnaissance (Honneth, 2013), ils se présentent comme ballotés entre leurs aspirations et attentes subjectives vis-à-vis des institutions et les conditions objectives dans lesquelles ils tentent de réaliser et faire aboutir leurs projets d'avenir. De plus, en décrivant leurs situations,

ils parlaient comme des exclus, parfois comme des membres d'une société de consommation de masse ; parfois, ils parlaient comme des victimes... parfois comme les membres de tribus juvéniles, parfois encore comme des individus isolés et anomiques, parfois comme des immigrés, parfois comme des jeunes (Dubet, 2006).

Tout compte fait, les jeunes en question réalisent, tant bien que mal, leur insertion dans différents espaces sociaux. Et ce, à travers une multitude de stratégies, pratiques sociales et de sociabilité, caractérisées par la solidarité, leur permettant d'élaborer des plans de vie¹⁵. D'où la

¹⁵ Au sens de « système cohérent et hiérarchisé de faits prévues ou projetées, embrassant dans l'unité d'une appréhension la conduite présente et l'avenir qu'elle travaille à faire advenir ». (Bourdieu, 1977 : 89).

difficulté de faire la distinction entre un chômeur et un non chômeur pas la simple observation¹⁶.

Enfin, *last but not least*, la jeunesse n'est plus, dans cette lecture, un moment de transition plus ou moins long ; elle ne renvoie plus à l'âge, mais à la condition de dépendance d'autonomie vis-à-vis de la famille, de la communauté ou de l'État (Mamadou, René, 2014).

Bibliographie

ABROUS, D., Claudot-Haward, H., « Djemâa-Tajmaet, Ameny », *Encyclopédie berbère*, n° 16, p. 2434-2441, 1995.

ADDI, L., *Les Mutations de la société algérienne (famille et lien social dans l'Algérie contemporaine)*, Paris, La Découverte, 1999.

AGNES, G., « Chômage, drogue violence au quotidien », in *Panoramiques* 26, p.136-139, 1996.

BEAU, S. et WEBER, F., *Guide de l'enquête de terrain (Produire et analyser des données ethnographiques)*, Paris, La Découverte, 1998.

BEN AMOR, R., « Jeunes et reconnaissance sociale », in, Melliti et al. (dir), *Jeunes, dynamiques identitaires et frontières culturelles*, Tunis, UNICEF, p. 145-162, 2008.

BERGER, P. L., LUCKMAN, T., *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, 1996.

BOUKHOBZA, M., *Octobre 88. Évolution ou rupture ?* Alger, Bouchène, 1991.

BOURDIEU, P., « La jeunesse n'est qu'un mot » in, *Questions de sociologie*, Édition de Minuit, Paris, p. 143-154, 1984.

CASTEL, R., « Les pièges de l'exclusion » in *Lien social et Politiques* 34, p. 13-21, 1995.

CASTEL, R., *Les métamorphoses de la question salariale. Chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

¹⁶ Compte tenu du degré d'interconnaissance élevé au niveau des villages (où tout le monde connaît tout le monde), les jeunes en question gèrent leur présence dans les villages d'une manière remarquable, à travers des stratégies d'évitement. En effet, ils désertent l'espace villageois, afin d'éviter les qualificatifs négatifs concernant les chômeurs (la présence prolongée aux villages est synonyme d'oisiveté et de chômage) et n'y apparaissent que pendant les heures de pointe (fin de journée pour les fonctionnaires et les étudiants).

- CHAMPY, M., « Pour une anthropologie critique de la jeunesse en Afrique », *Afrique contemporaine*, n° 259, p.116-117, 2017.
- CHAUVEAU, J-P., « Introduction thématique : les jeunes ruraux à la croisée des chemins », *Afrique contemporaine* 214, p. 15-35, 2005.
- DUBAR, C., « La construction sociale de l’insertion professionnelle », *Éducation et Société* 7, pp. 23-36, 2001.
- DUBAR, C., ROLLE C., (dir.), « Les temporalités dans les sciences sociales », *Temporalités* 8.
- ELLEFSEN, B., HAMEL, J., 2000. «Citoyenneté, jeunesse et exclusion. Lien social et politique à l’épreuve de la précarité », *Lien social et Politiques* 43, p. 133-142, 2008.
- GAHLOUZ, M., *Les Qanouns Kabyles. Anthropologie juridique du groupement social villageois de Kabylie*, Paris, L’Harmattan, 2011.
- GALLAND, O., *Sociologie de la jeunesse (l’entrée dans la vie)*, Paris, Armand Colin, 1991.
- GIDDENS, A., *La constitution de la société*, Paris, PUF, 1987.
- GOFFMAN, E., *La mise en scène de la vie quotidienne*, T2, Les relations en public, Paris, Minuit, 1973.
- GASTINEAU, B., GOLAZ, V., (dir.), « Être jeune en Afrique rurale », *Afrique contemporaine*, 259, 2016.
- HONNETH, A., *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Gallimard, 2013.
- KAUFMAN, JC., *L’Entretien compréhensif*, Armand Colin, 2004.
- LABDELAOUI, H., MUsETTE, M S., “Pour une politique de la jeunesse en Algérie ». *Rapport NetMedYouth*, 2016.
- MAUSS, M., *Sociologie et anthropologie*, PUF, Paris, 1993.
- MEBTOUL, M., *Algérie. La citoyenneté impossible ?* Koukou, Alger, 2018.
- MUsETTE, M. S., « Les politiques de l’emploi et les programmes du marché du travail en Algérie ». *Rapport ETF, Fondation Européenne pour la Formation*, 2014.
- MUsETTE, M., S., « Les politiques de la jeunesse en Algérie », in *Regards critiques sur les jeunes : la santé en Algérie*, CREAD, 2004.
- NACHI M., « Arrangement au présent, compromis au futur. Les cadres de l’expérience d’un groupe de jeunes garçons dans le contexte tunisien », in

- Breviglieri, M., Cicchelli, V. (dir.), *Adolescence méditerranéenne. L'espace public à petit pas*, Paris, L'Harmattan, p.315-338, 2007.
- OUATMANI, S. (dir), *La Kabylie présentée par des auteurs français du XIX e s. Études analytiques*, Alger, Office des Publications Universitaires, 2011.
- PAUGAM, S., « L'épreuve du chômage : une rupture des liens sociaux ? », in *Revue européenne des sciences sociales*, 135, p. 11-27, 2006.
- RENAHY, N., *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, 2010.
- SALHI M, B., *Algérie. Citoyenneté et identité*, Tizi-Ouzou, Achab, 2010.
- SALHI, M B., « Espace montagnard : mutations et permanences. Cas de la Kabylie de la région du Djurdjura », in Messaci-Belhocine, N (dir), *L'Espace montagnard entre mutations et permanences*, CRASC, p. 11-50, 2005.
- SALHI, M. B., « Modernisation et retraditionalisation à travers les champs associatif et politique : le cas de la Kabylie », in *Insaniyat* 8, p. 21-42.
- SARADOUNI, K., *Approche anthropologique sur le vécu quotidien et les pratiques sociales chez les jeunes diplômés chômeurs (cas de la commune de Timizart, wilaya de Tizi-Ouzou)*, Tizi-Ouzou, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2012.
- SCHEHR, S., *La Vie quotidienne des jeunes chômeurs*, Paris, PUF, 1999.
- SCHAPPER, D., *L'épreuve du chômage*, Paris, Gallimard, 1981.
- ZERDOUMI, N., *Enfants d'hier, enfants d'aujourd'hui. L'éducation de l'enfant en milieu traditionnel algérien*, Paris, Maspero, 1970.

A NOS LECTEURS

Éthiopiennes publie des études et articles originaux se rapportant à la littérature, à la philosophie, à la sociologie, à l'anthropologie et à l'art.

Les textes proposés sont soumis à l'appréciation du Comité de Rédaction qui se réserve la possibilité de solliciter, chaque fois que de besoin, l'avis d'un lecteur extérieur.

Les manuscrits doivent être soumis en trois exemplaires accompagnés d'un résumé (de 15 lignes au maximum) en français et en anglais. Les auteurs doivent envoyer aussi une version électronique pour PC (Word).

Le Comité de Rédaction se réserve la possibilité, sauf refus écrit de l'auteur, d'effectuer des corrections de forme, de décider du moment de la publication, d'éditer les articles soit dans les numéros ordinaires soit dans les numéros spéciaux en fonction de leur sujet.

Les auteurs sont priés de signaler la publication dans une autre revue d'articles déjà acceptés par *Éthiopiennes*. Toute publication postérieure à celle d'*Éthiopiennes* devra mentionner en référence le numéro concerné.

Chaque auteur recevra une version électronique de son tiré à part.

Achévé d'imprimer sur les presses de

 **VIRTUEL DESIGN** (+221) 77 645 94 46
Impression Numérique & Offset

2023



ÉTHIOPIQUES

Revue semestrielle
ISSN 0850 - 2005

Rue Alpha Hachamiyou TALL x René NDIAYE
Tél : +221 33 849 14 14 - Télécopie : +221 33 822 19 14
BP : 2035 Dakar
e-mail : senghorf@orange.sn
internet : <http://www.refer.sn/flss>
online : www.refer.sn/ethiopiques

AUTEURS

Kouassi Antoine AFFOUROUMOU (Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire) - Cheick SAKHO (Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal) - Ahoussi N'goran Eugénie NATACHA et Adama SAMAKÉ (Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan, Côte d'Ivoire) - Daouda COULIBALY (Université Peleforo Gon Coulibaly, Côte d'Ivoire) - Hermann Guy Roméo ABE (Institut national Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle, Côte d'Ivoire) - Maguèye GNING (Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal) - Ladislav NZE BEKALE (Université Oumar Bongo de Libreville, Gabon) - Karim SARADOUNI (Université de Tizi-Ouzou, Algérie) - Marie SELLIER-GUÈYE (Sorbonne Université, France).

Sénégal	: le n°	4.000 F CFA
	Abonnement annuel	7.000 F CFA
Afrique	: le n°	5.000 F CFA
	Abonnement annuel	9.000 F CFA
Autres pays	: le n°	30€
	Abonnement annuel	70€
	Abonnement de soutien	100€

Frais de port en sus